

JEAN-PIERRE CABESTAN

LE PARTI COMMUNISTE
CHINOIS AUJOURD'HUI :L'IDÉOLOGIE, L'ORGANISATION,
LES HOMMES, L'EMPRISE

32

NÉ EN 1921 À SHANGHAI, le Parti communiste chinois n'est-il pas en train d'agoniser dans la même ville, trois quarts de siècle plus tard, sous les coups de boutoir des bulldozers de la zone de développement de Pudong ? En effet, que reste-t-il aujourd'hui de cette organisation mi-politique mi-militaire, pétrie de stalinisme et de pensée-Mao Zedong, qui entra en mai 1949, à pied, dans les belles avenues ombragées des platanes français de l'ancienne Paris de l'Asie ?

A la fois beaucoup et peu de choses. La coquille demeure intacte : l'idéologie, quoique rénovée, n'a pas trahi les préceptes marxistes-léninistes d'hier ; l'appareil tentaculaire du PC continue de doubler tous les échelons de l'administration civile ainsi que de l'armée et de contrôler la plupart des organisations économiques ou sociales ; et ses dirigeants président encore totalement aux destinées de la République populaire de Chine, un régime qu'ils ont créé sur mesure pour « construire le socialisme », il y a bientôt cinquante ans.

Mais la politique de réforme et d'ouverture lancée par Deng Xiaoping en 1979 a provoqué de grands bouleversements. Ceux-ci ont été avant tout économiques : la profonde transformation des structures de production décidée alors (décollectivisation de l'agriculture, essor des investissements étrangers et des entreprises privées ou semi-privées) a favorisé une accélération sans précédent du processus de développement et a apporté un début d'aisance, ou arraché de la pauvreté de nombreux Chinois. Cependant, ces succès n'ont été possibles qu'au prix d'une

1. « Les statuts du PC chinois », *Renmin ribao* (« Le quotidien du peuple »), 22 octobre 1992, p. 1.

remise en cause progressive d'importants principes idéologiques, politiques et d'organisation. En d'autres termes, roulant à toute vapeur sur la voie de la restauration de l'économie de marché et de ce qu'il faut bien appeler le capitalisme, et désormais définitivement entré dans l'après-Deng Xiaoping, le PC peut-il conserver embaumés, à l'image de Mao Zedong dans son cercueil de cristal, les concepts de communisme, de dictature du prolétariat et de centralisme démocratique ?

Bien que ce grand écart philosophique ne gêne apparemment pas outre mesure les autorités de Pékin, converties depuis longtemps aux vertus du pragmatisme, il a conduit celles-ci à procéder à d'amples contorsions à la fois théoriques et, surtout, institutionnelles qui contribuent *nolens volens* à affaiblir l'emprise, sinon l'empire, du Parti communiste sur la société chinoise.

33

I. UNE COQUILLE INTACTE

Une idéologie rénovée mais dépassée

« Le Parti communiste chinois a pour guide d'action le marxisme-léninisme et la pensée-Mao Zedong », annoncent les statuts actuels du plus grand PC du monde¹. De fait, la dénonciation du capitalisme, l'édification d'un État socialiste dirigé par l'avant-garde du prolétariat et fondé sur la propriété publique des moyens de production ainsi que la « ligne de masses » restent des principes essentiels du PC chinois.

Cependant, dans le fil des réformes qu'il a bien fallu justifier, ces règles ont été peu à peu modifiées par Deng Xiaoping. Si, contrairement à celles de Mao, les idées du « grand architecte des réformes » n'ont jamais été élevées au rang de « pensée » (*sixiang*), ce sont ses « recettes » qui servent depuis 1979 de boussole aux cadres et aux militants du Parti. Pour Deng et ses successeurs, la Chine se situe actuellement à l'« étape primaire du socialisme ». Cela signifie à la fois qu'elle doit se développer avant d'espérer entrer dans la phase communiste mais aussi qu'elle peut se permettre d'utiliser des voies et moyens hier considérés comme hétérodoxes pour atteindre cet idéal. C'est ce que les autorités

2. *Ibid.*

3. Cf. le discours prononcé par Jiang Zemin devant une conférence centrale de travail, le 23 septembre 1996 : *Renmin ribao*, 6 janvier 1997, p. 1.

4. Cf. la résolution du 6^e plénum du PC chinois tenu en octobre 1996 : « Sur quelques problèmes importants relatifs au renforcement de l'édification de la civilisation spirituelle socialiste », *Renmin ribao*, 11 octobre 1996, p. 1 ; *BI*, n° 45, 4 novembre 1996, p. I-XVI.

de Pékin appellent la « théorie de l'édification du socialisme aux couleurs de la Chine ».

L'on pourrait résumer cette « théorie » en deux formules lapidaires qui rappellent évidemment la phrase de Guizot : « Enrichissez-vous et laissez le Parti gouverner ! » Plus concrètement, Deng a déclaré en substance à ses sujets : nous vous instaurons une « économie socialiste de marché », c'est-à-dire le capitalisme, à vous de respecter les « quatre principes fondamentaux » (direction du PC, dictature démocratique populaire, marxisme-léninisme et pensée-Mao Zedong, voie socialiste).

34 Cependant, un tel discours fragilise les fondements de l'idéologie communiste. Afin de renforcer la légitimité du Parti et de rassurer les conservateurs, inquiets de voir la part de l'économie étatique devenir minoritaire (aujourd'hui 40 % de la production industrielle), les réformistes ont mis en avant trois thèmes qui contribuent, à des degrés divers, à éloigner l'idéologie du PC de ses dogmes d'origine : la justice sociale, le confucianisme et le nationalisme.

Désormais, le socialisme « signifie essentiellement l'émancipation et le développement des forces productives, l'élimination de l'exploitation et de la polarisation et la réalisation ultime de la prospérité commune² ». Ayant favorisé par les réformes et l'ouverture l'augmentation des inégalités sociales, le PC insiste aujourd'hui sur l'aide aux laissés-pour-compte du développement³. Cependant, s'il continue de se donner pour mission de « garantir les intérêts du peuple », cet objectif paraît désormais plus proche du principe du « bien-être du peuple » (*minsheng*) cher à Sun Yat-sen que de l'idée que les communistes se font de l'égalité.

De même, afin de mieux faire accepter le rôle d'éducateur qu'il entend continuer de jouer, le PC n'a pas hésité à réhabiliter l'idéologie confucéenne et à l'intégrer à une éthique socialiste, plus guère éloignée de la morale du Kuomintang répandue à l'époque de Chiang Kai-shek. Depuis le début de l'ouverture, afin de tenter de maintenir l'image exemplaire du PC, pourtant en proie à une corruption sans précédent, Deng et ses alliés ont fait de l'édification de la « civilisation spirituelle socialiste » une de leurs préoccupations les plus régulièrement affichées⁴.

Enfin le nationalisme est probablement en Chine l'idéologie la plus

5. Cf. la série d'ouvrages anti-étrangers et surtout anti-américains parus en 1996, dont le plus célèbre est *Zhongguo keyi shuo bu* (« La Chine peut dire non »), Pékin, Zhonghua gongshang lianhe chubanshe, 1996.

6. *Renmin ribao*, 25 juin 1996, p. 1.

à même de fournir au PC le supplément de légitimité (et d'âme ?) dont il a cruellement besoin. Brandie à tout moment par la direction chinoise actuelle, cette arme lui permet à la fois de faire taire les critiques des conservateurs inquiets des effets secondaires de l'ouverture sur l'Occident et d'isoler, quand besoin est, les partisans de l'introduction de modèles politiques étrangers remettant en cause le rôle dirigeant du PC. C'est la raison pour laquelle les autorités de Pékin ont constamment manifesté une grande tolérance à l'égard des écrits anti-occidentaux ou même xénophobes publiés en Chine⁵.

Au total, si l'idéologie communiste n'a pas été remise en cause, son contenu s'est en partie altéré. C'est pourquoi, tandis que sa fonction transformatrice a disparu, son rôle « congélateur » s'est restreint à la sphère politique. Aujourd'hui, l'idéologie a avant tout pour mission de justifier et de légitimer la domination du PC sur la société.

35

Le PC : une énorme machine, intégrée mais décentralisée

L'organisation du PC constitue tout d'abord une énorme machine dont la taille ne cesse de croître : 57 millions de membres en 1996 (contre 48 millions en 1989) et 3,45 millions d'organisations de base (contre 3 millions en 1989)⁶.

C'est ensuite un ensemble de structures très hiérarchisées et par principe présentes au sein de tout ce qui ressemble à une organisation, que celle-ci soit militaire, politique, économique, sociale, éducative, culturelle ou sportive. La mission de ce réseau est de s'assurer de la fidélité au régime communiste de toute activité humaine organisée.

Mais le PC, c'est aussi – et surtout – un appareil dont les structures ont été calquées sur l'organisation territoriale et sectorielle de l'administration. Du gouvernement central aux comités de villageois, chaque échelon de la bureaucratie est doublé par un comité (ou une cellule) du Parti qui exerce un rôle de direction et de contrôle sur cette dernière. Ainsi le PC chinois reste-t-il aujourd'hui le propriétaire de l'État ou, en d'autres termes, les différentes institutions « réelles » (l'administration) et « formelles » (les assemblées populaires) qui composent l'État constituent-elles une façade légale et légitimante par le truchement de laquelle le PC dirige la société.

7. A Shanghai, en août 1996, le *Jiefang ribao* (« Le quotidien libération ») annonçait que seuls les communistes pouvaient se présenter aux examens administratifs, ajoutant en guise de justification que les candidats ne manquaient pas (5 000 pour 331 postes) : *Far Eastern Economic Review*, 29 août 1996, p. 28.

Au sommet, ce ne sont ni le Comité central (189 membres et 126 suppléants) ni même le Bureau politique (BP ; 21 membres dont 2 suppléants) en tant que tels, malgré l'importance des responsables centraux, provinciaux et militaires qui y appartiennent, qui dirigent le pays, mais trois instances plus restreintes : le Comité permanent du BP (7 membres), présidé par le secrétaire général Jiang Zemin, la Commission des affaires militaires (CAM ; 9 membres) et, dans une moindre mesure, le Secrétariat central (8 membres), ces deux instances étant également dirigées par Jiang. Composé en outre du Premier ministre Li Peng, du président de l'Assemblée nationale Qiao Shi, du président de la Conférence consultative politique du peuple chinois, une sorte de Sénat symbolisant le Front uni, Li Ruihuan, du premier vice-Premier ministre et « tsar de l'économie » Zhu Rongji, du premier vice-président de la CAM, l'amiral Liu Huaqing, et du principal des secrétaires centraux, Hu Jintao, le Comité permanent du BP symbolise parfaitement la domination qu'exerce le PC sur l'État. Les changements qui interviendront lors du XV^e congrès du PC (octobre 1997) ne modifieront en aucun cas cette emprise.

Le PC, c'est enfin une masse de cadres communistes (environ 15 millions en 1996) qui forment l'avant-garde d'une population de 35 millions de cadres (contre 27 millions en 1987), dont 6,5 millions de fonctionnaires (contre 4 millions en 1987). Si la mise en place progressive d'une fonction publique à partir de 1993 a permis l'intégration dans l'administration, sur la base de concours, d'un certain nombre de non-communistes, l'ensemble des postes de direction est occupé par des membres du PC⁷. Et surtout, le PC n'a pas remis en cause l'une de ses missions essentielles : le choix des principaux responsables non seulement de la bureaucratie mais aussi de l'ensemble des organisations économiques et sociales. C'est ce qu'il convient d'appeler le système de la *nomenklatura* : on estime à 11 millions le nombre total de fonctions pour lesquelles les départements de l'organisation du PC continuent de « recommander » les candidats (qui ne sont pas forcément des communistes). Quant aux services du Comité central, en dépit de la déconcentration de 1984, ils nomment encore les quelque 5 000 principaux cadres dirigeants du PC et de l'État.

Néanmoins, à la faveur des réformes, le fonctionnement du PC s'est en partie modifié. Depuis 1979, trois évolutions ont joué un rôle important dans la transformation du Parti : la décentralisation de l'administration, la professionnalisation des militants et des cadres ainsi que la lente libéralisation du régime.

La décentralisation a revêtu la forme d'une dissémination générale des pouvoirs. D'une part, le PC contrôle ou gère directement un domaine nettement plus restreint : un nombre croissant d'activités économiques (agriculture, industrie et services privés ou semi-privés) lui échappent. D'autre part, au sein du bloc Parti-État, les collectivités territoriales, en particulier les provinces et les villes, ont acquis de redoutables prérogatives avec lesquelles les autorités centrales sont aujourd'hui obligées de compter. Cette déconcentration des responsabilités administratives a été également horizontale : une meilleure répartition des tâches (*fengong*) entre les organisations du PC et celles de l'État s'est peu à peu fait jour. Si le gouverneur ou le chef d'une circonscription administrative reste en règle générale le numéro deux du comité du Parti de cette même circonscription, il dispose d'une plus large marge de manœuvre qu'autrefois pour conduire les affaires, et en particulier l'économie, de la communauté dont il a la charge. Toutefois, comme en Union soviétique hier, les décisions les plus importantes demeurent le monopole de l'appareil du PC et, en particulier, du secrétaire du comité du PC à chaque échelon. Et la séparation entre le Parti et le gouvernement (*danzheng fenkai*) proposée par Zhao Ziyang en 1987 a été, après Tiananmen, jugée trop dangereuse pour être mise en œuvre.

37

L'évolution en cours depuis 1979 participe également d'une progressive professionnalisation du PC. D'une part, fruit de la nouvelle politique de recrutement, le niveau général d'éducation des communistes a notablement augmenté au cours des vingt dernières années : en 1995, 40 % des membres du Parti et 70 % des nouveaux adhérents (contre 13 % en 1978 et 30 % en 1989) étaient diplômés du lycée ou de l'université. Parallèlement, la proportion de cadres au sein du PC a également continué de croître : 21 % en 1981 et 28 % en 1988. D'autre part, les responsables de l'appareil du Parti et de l'État sont mieux formés : aujourd'hui 84 % des membres du Comité central ont un niveau d'éducation universitaire ou équivalent (contre 26 % en 1977).

Enfin, le PC n'a pu qu'être influencé par la relative libéralisation du régime politique entamée par Deng Xiaoping et ses alliés à partir de 1979. D'un côté, l'abolition des « mouvements de masses », le renouveau qu'a connu la création culturelle et artistique, la plus grande liberté d'aller et venir, la meilleure circulation des idées, toutes ces évolutions ont contribué à transformer le rôle du PC : au risque de simplifier, l'on

peut dire que celui-ci dirige moins et contrôle plus, il censure moins (*a priori*) et réprime plus (*a posteriori*). D'autre part, afin d'accroître sa légitimité, le PC a cherché, dans une certaine mesure, à renforcer le rôle des institutions « formelles » de l'État et à démocratiser timidement leur mode d'élection à la base. Les assemblées populaires de l'échelon du district (*xian*) et du canton (*xiang*) sont élues directement par les citoyens et, bien que le Parti maintienne son contrôle sur les listes de candidats, les communistes ne monopolisent plus l'ensemble des sièges de ces instances (50 % des députés appartiennent au PC à l'échelon du canton, 68 % au sein de l'Assemblée nationale). Depuis 1987 l'élection des comités de villageois a également contribué à faire reculer l'emprise du Parti sur ces communautés de base de la société rurale chinoise (cependant 70 à 80 % des chefs de villages et, selon les provinces, entre 40 et 90 % des membres des comités y appartiennent encore).

38

Les évolutions idéologiques, politiques et organisationnelles qu'a connues le PC au cours de ces vingt dernières années n'ont-elles pas, en dépit de Tiananmen, favorisé un progressif affaiblissement du PC ? Et surtout, les bouleversements de l'économie et les mutations de la société n'ont-ils pas profondément transformé le profil du communiste chinois ? Le ver du capitalisme et de la démocratie n'est-il pas déjà à l'intérieur de ce qu'il reste du fruit communiste ?

II. LE VER EST-IL DANS LE FRUIT ?

Quoique le nombre de ses membres et de ses organisations de base continue de croître régulièrement, le PC chinois présente aujourd'hui de nombreuses faiblesses. Trois d'entre elles sont particulièrement criantes : le recul du recrutement, le corporatisme et la corruption. Dans de telles circonstances, comment l'image du Parti peut-elle rester intacte ?

Un parti de cadres vieillissants

9. Radio Pékin, 26 décembre 1994, *Foreign Broadcast Information Service-China*, 3 janvier 1995, p. 37 ; *Beijing Information*, n° 24-25, 18 juin 1989, p. 32-33.

10. *Renmin ribao*, 20 septembre 1989, p. 1, et 25 juin 1996, p. 9.

11. *Renmin ribao*, 30 juin 1995, p. 4, et 25 juin 1996, p. 9.

12. *Zhongguo nongcun cunmin weiyuanhui huanjie xuanju zhidu/Study on the Election of Villagers Committees in Rural China*, Zhongguo jiceng zhengquan jianshe yanjiuhui, Zhongguo nongcun cunmin zizhi zhidu yanjiu ketizu/China Research Society of Basic-level Government, China Rural Villagers Self-Government Research Group, Zhongguo shehui chubanshe (éd. bilingue), 1993, p. 111-114.

13. *Jiushiniandai* (« Les années quatre-vingt-dix »), septembre 1996, p. 77.

Une première constatation doit être rappelée : en dépit d'un certain rattrapage lié à l'urbanisation, les communistes chinois forment une élite bien plus restreinte (4,7 % de la population contre 3,8 % en 1980) que celle d'hier en Union soviétique (10 %) ou en Allemagne de l'Est (22 %).

Ensuite, le PC tend à vieillir : bien que plus des deux tiers des personnes ayant rejoint le Parti ces dernières années (70 % en 1995) eussent moins de 35 ans au moment de leur adhésion, cette classe d'âge formait en 1994 21 % des membres (contre 27 % en 1988)⁸. Grâce à une politique très active auprès des jeunes, ce recul a pu être stoppé (21,7 % en 1995) ; il paraît cependant aujourd'hui impossible d'en revenir aux proportions des décennies précédentes, en particulier dans les zones rurales, où l'on comptait en 1995 moins de 5 millions de jeunes membres (9 %).

Parallèlement, nous l'avons vu, le PC est avant tout un parti de cadres. L'évolution du classement statistique officiel des membres du Parti trahit cette tendance. Ainsi, en 1994, seulement 19 % des communistes travaillaient dans le secteur de l'agriculture et de la pêche (en 1988, 39,5 % d'entre eux étaient paysans) et 24 % dans le secteur industriel et des communications (17 % d'ouvriers en 1988), tandis que 57 % des membres du PC étaient actifs dans les services, dont 6,75 millions (12,5 %) au sein de l'appareil du PC et de l'État⁹.

Le recul du Parti est particulièrement flagrant dans les campagnes. Entre 1989 et 1996, les organisations de base du PC y sont passées de 1,3 million à 800 000 membres¹⁰. Et si *Le Quotidien du peuple* annonçait fièrement, mais de manière quelque peu absconse, qu'en 1994 « le nombre de villages administratifs ne possédant aucun communiste avait diminué de 32 % par rapport à l'année précédente », plus récemment le même journal appelait à un renforcement des cellules du PC dans les villages, où il était décidé d'envoyer 920 000 cadres de l'administration cantonale, l'échelon de base de l'appareil d'État¹¹.

Afin d'endiguer cette dégénérescence, le PC s'efforce de recruter les nouvelles élites locales, en particulier les entrepreneurs et les élus des villages qui ont fait leurs preuves dans leurs nouvelles fonctions¹². Parfois, pour atteindre les quotas imposés par l'autorité supérieure, les comités locaux du Parti ont recours à des méthodes pour le moins originales. Ainsi, au Hunan, l'adhésion d'office au PC figurait parmi les prix décernés aux personnes ayant accompli des réalisations exceptionnelles¹³. Bref, comme le Kuomintang au temps de la période autoritaire, le PC

14. *Renshi yu bianzhi* (« Personnel et organisation »), cité par la *Far Eastern Economic Review*, 26 septembre 1996, p. 35.

en est réduit au démarchage.

Cette nouvelle attitude n'est pas totalement vouée à l'échec puisque, après avoir accusé une chute après Tiananmen (1,14 million de nouveaux membres en 1989 et 1,3 million en 1990), le recrutement a de nouveau augmenté ces dernières années (1,87 million en 1994 et 2,19 millions en 1995). Bien que demeurant minoritaires (15,3 % des communistes en 1994), les femmes tendent aussi à rejoindre le PC plus souvent qu'hier (19,2 % des nouveaux membres la même année). Et, très courtisés par les autorités, les étudiants sont, d'après les sondages, plus souvent désireux qu'on pourrait le croire d'adhérer au Parti (40 % d'entre eux et 50 % des étudiants inscrits en première année)¹⁴.

40 Mais la même enquête s'inquiétait des motivations véritables de ces derniers. En effet, 30 % des étudiants qui souhaitent intégrer le PC « espèrent ainsi trouver un emploi satisfaisant une fois diplômé » tandis que, pour 70 % de l'ensemble de la population estudiantine, la volonté d'adhérer au Parti est motivée par le souci « d'avoir un "plus" dans son CV ». Et les enquêteurs de se lamenter du fait que le PC est de plus en plus fréquemment devenu un « instrument pour obtenir des gains matériels ».

Si cette tendance n'est pas vraiment nouvelle et rappelle la période posttotalitaire en Union soviétique et en Europe de l'Est, elle entraîne une progressive métamorphose du profil du communiste chinois. De moins en moins attachés aux idéaux qui sont supposés être les leurs, ces nouveaux membres contribuent à renforcer les phénomènes de corpo-

15. Thomas Gold, « The Resurgence of Civil Society in China », *Journal of Democracy*, vol. 1, n° 1, hiver 1990 ; Gordon White, *The Politics of Economic Reform in Post-Mao China*, Stanford, Stanford University Press, 1993.

16. Margaret Pearson, « The Janus Face of Business Associations in China : Socialist Corporatism in Foreign Enterprises », *The Australian Journal of Chinese Affairs*, n° 31, janvier 1994 ; John Unger et Anita Chan, « China Corporatism and the East Asian Model », *The Australian Journal of Chinese Affairs*, n° 33, janvier 1995 ; Christopher Earle Nevitt, « Private Business Associations in China : Evidence of Civil Society or Local State Power ? », *The China Journal*, n° 36, juillet 1996.

17. Sur les factions, cf. Lowell Dittmer et Yu-shan Wu, « The Modernization of Factionalism in Chinese Politics », *World Politics*, n° 47, juin 1995, p. 467-494.

18. *Shijie jingji daobao* (« Bulletin d'économie mondiale »), 29 août 1988, p. 1.

19. Jia Hao et Lin Zhimin (éd.), *Changing Central-Local Relations in China : Reform and State Capacity*, Boulder, Co., Westview Press, 1994.

20. Sur la corruption, cf. Yufan Hao et Michael Johnston, « Reform at the Crossroads : An Analysis of Chinese Corruption », *Asian Perspective*, vol. 19, n° 1, printemps-été 1995, p. 117-149 ; Hilton Root, « Corruption in China – Has It Become Systemic ? », *Asian Survey*, vol. XXXVI, n° 8, août 1996, p. 741-757.

ratisme et de corruption au sein du PC.

La multiplication des corporatismes

Les corporatismes ont toujours existé en Chine populaire : de la moindre *danwei* (l'unité de base de production et de vie) à la grande administration rattachée au gouvernement central, chaque groupe bureaucratique s'est constamment efforcé, y compris au plus fort de la tourmente maoïste, de préserver ses intérêts particuliers et de repousser le plus loin possible les limites des ingérences des échelons supérieurs. Cependant, les réformes économiques, la déconcentration de l'administration, les nouvelles priorités du PC, le relâchement de la discipline partisane et le peu de crédit accordé aux normes juridiques naissantes ont favorisé un développement sans précédent d'un phénomène profondément lié à la mentalité des Chinois et à leur attitude traditionnelle à l'égard de l'État.

41

Certains voient dans cette montée des corporatismes l'un des signes avant-coureurs de l'émergence en Chine d'une « société civile¹⁵ ». Souvent, en réalité, celle-ci n'est pas encore formellement distincte de l'État et donc du PC : c'est dans l'appareil du PC, ou au cœur même du système, que les corporatismes – et les intérêts particuliers – s'expriment¹⁶. Le « décentralisme » (*fensanzhuyi* ou la décentralisation à outrance) et le factionnalisme constituent de plus en plus fréquemment des manifestations du corporatisme, c'est-à-dire d'intérêts économiques et sociaux régionaux ou sectoriels particulièrement puissants et souvent irréductibles ou irréconciliables¹⁷.

De ce fait, en paraphrasant l'expression qu'utilisa un jour Wang Huning, l'un des conseillers de Jiang Zemin pour la réforme politique¹⁸, à l'image de la bureaucratie étatique, le PC est devenu un ensemble lâche de « duchés et de principautés » qui s'apparente moins à une organisation militante qu'à un club à vocation avant tout économique et dont les membres, lorsqu'ils y trouvent un profit, mettent en réseau les informations qu'ils détiennent¹⁹. Cette évolution est l'une des causes principales de la montée de la corruption au sein du Parti.

La montée de la corruption et la chute de l'image du Parti

La corruption a atteint en Chine populaire un degré de gravité comparable à celui que connaissait le régime nationaliste peu avant sa déroute

21. *Mingbao*, 29 août 1996, p. A12.

en 1949²⁰. Évidemment la première institution touchée par ce phénomène est le PC. Si tous les communistes ne sont pas corrompus, ceux d'entre eux qui détiennent des pouvoirs administratifs ou économiques sont de plus en plus tentés de les utiliser pour accroître des émoluments demeurés, en dépit de timides et tardifs réajustements, particulièrement modestes. L'apparition d'élites économiques indépendantes du PC ainsi que l'ambiance générale d'essor économique rapide et d'enrichissement facile crée indubitablement un environnement propice aux tentations les plus diverses. Celles-ci vont de l'acceptation de pots-de-vin en échange de services à la création d'entreprises privées formellement gérées, afin d'éviter de tomber sous le coup de la loi, par conjoints ou parents interposés. L'importance persistante de l'industrie administrée, le statut pour le moins ambigu (parapublic ou semi-privé) des entreprises collectives, l'un des secteurs les plus dynamiques de l'économie chinoise, et la nécessité pour les sociétés privées de marchander en permanence avantages et passe-droits avec la bureaucratie, toutes ces données ne peuvent que contribuer à transformer les membres et, surtout, les cadres du PC en entrepreneurs privilégiés.

Si les autorités de Pékin reconnaissent l'ampleur du mal, elles restent apparemment dans l'incapacité de prendre les mesures politiques et institutionnelles susceptibles de favoriser l'application d'une législation plus répressive et l'action d'organes judiciaires plus professionnels. En d'autres termes, en dépit de la création au sein du Parquet populaire suprême d'un bureau de lutte contre la corruption et du lancement de campagnes répétées, le PC ne s'est pas encore doté des organes de contrôle centralisés dont il aurait besoin pour accroître l'efficacité de ses enquêtes, ni ne s'est résolu à régler par des moyens uniquement judiciaires les affaires les plus importantes et les plus délicates. Ainsi, malgré la volonté de certains dirigeants réformistes d'accroître l'indépendance et la centralisation de ces institutions, les commissions de contrôle de la discipline du PC restent aujourd'hui placées sous la direction des comités du PC du même échelon²¹. Et les cadres dirigeants du Parti échappent encore souvent aux poursuites pénales. Par exemple, en février 1995, complice des frasques financières de son fils Zhou Beifang (lui-même condamné à mort avec sursis en novembre 1996) à Hong Kong, Zhou Guanwu, président du groupe Shougang, les aciéries

22. *Far Eastern Economic Review*, 7 décembre 1995, p. 36.

23. *Dongxiang*, n° 9, 15 septembre 1996, p. 8-10.

24. *Jingbao*, 1^{er} septembre 1996, p. 25-27.

de la capitale, et vieil ami personnel de Deng Xiaoping, a pour toute sanction été invité à prendre sa retraite. De même, si, en juin 1995, le maire de Pékin Chen Xitong fut exclu du Bureau politique pour avoir couvert les indécrottes de plusieurs de ses subordonnés, une première dans l'histoire de la République populaire, il vit aujourd'hui tranquillement retiré et à l'abri des regards indiscrets.

La persistance de tels privilèges ne peut qu'atteindre l'image du Parti au sein de la société. D'après certains sondages privés effectués en 1995, 71 % des Chinois interrogés étaient mécontents du niveau de corruption au sein du gouvernement²². Et selon une enquête interne au Parti, une écrasante majorité de cadres et de membres du PC (93,5 %), de personnel qualifié (96 %) comme d'ouvriers (97,5 %) était insatisfaite de la lutte conduite par le PC et l'État contre ce fléau²³.

Mais la perte de confiance dans le pouvoir semble plus générale : la même étude indiquait que seulement un tiers des Chinois évaluaient de manière positive l'application des politiques du Parti. De fait, les responsables du PC aux divers échelons et, en particulier, ceux qui sont en charge des promotions portent une importante responsabilité dans cette situation. Pékin en est conscient et estime à 40 % la proportion de jeunes cadres nommés ces dernières années à des postes de direction qui « ont de sérieux problèmes de style politique et économique de travail ». Promus par copinage ou en échange de pots-de-vin, ces nouveaux cadres dirigeants ne sont plus communistes que de nom²⁴.

Mais le PC chinois peut-il vraiment espérer recruter des militants et

43

25. *Far Eastern Economic Review*, 7 décembre 1995.

promouvoir des responsables pétris d'abnégation et de morale socialiste alors que la société qu'il dirige, libre de tout interdit religieux face à l'argent, cherche en priorité à satisfaire des intérêts personnels et, si possible, à faire fortune ?

CONCLUSION

LE PC CHINOIS : UN PARTI BOURGEOIS ?

Qu'est devenu le PC chinois aujourd'hui ? Probablement un parti un peu moins totalitaire mais à coup sûr plus bourgeois.

Certes, les apparences idéologiques sont maintenues et l'on ne peut nier que l'organisation du PC, s'appuyant sur la direction centralisée des carrières des cadres, des forces de police et de l'armée, maintienne un

contrôle essentiel sur son appareil, les collectivités territoriales et, par tant, sur la société. Mais le PC peut-il encore espérer endiguer l'indiscipline grandissante des provinces, de ses responsables et de ses militants ?

L'on peut en douter. Il est vrai que, si les risques d'instabilité sociale demeurent réels, en particulier en cette période de succession ouverte par la mort en février 1997 de Deng Xiaoping, la domination du PC n'est pas menacée, du moins dans l'immédiat. D'après certains sondages privés, plus de Chinois qu'après Tiananmen (37 % contre 33 %) se satisfont du régime actuel et la majorité d'entre eux (54 %) estiment que le développement économique constitue pour l'heure un objectif plus important que la démocratie²⁵. De fait, en libéralisant partiellement les élections des assemblées populaires de base et des directions villageoises, le PC est parvenu à améliorer les canaux de communication avec une société qui n'hésite plus à réclamer.

Toutefois, à mesure que le Parti se convertit aux affaires, que bureaucrate se met à rimer avec ploutocrate, l'emprise idéologique, politique et organisationnelle du PC sur la société tend à s'affaiblir. En outre, ayant ouvert les vannes de l'initiative privée, le PC a par là même créé d'autres modes de formation des élites que la voie hier royale de promotion sociale au sein de l'appareil communiste. Devenu parti bourgeois, le PC chinois peut-il accorder la démocratie à son peuple ? Bien que certains réformistes du PC aient déjà à l'esprit cet objectif ultime, une telle éventualité paraît encore bien lointaine. Car s'il possède désormais le même sens des affaires que le Kuomintang, le PC chinois ne connaît ni l'idéologie pluraliste, ni l'influence américaine, ni l'isolement diplomatique du régime nationaliste, trois facteurs qui expliquent pour une large part la démocratisation réussie de la République de Chine à Taiwan.

R É S U M É

Le Parti communiste chinois ne s'est que partiellement adapté au nouvel environnement économique et social qu'il a créé. Sans trahir ses fondements, son idéologie a été rénovée ; son organisation tentaculaire a été décentralisée ; ses dirigeants et ses cadres ont appris à composer avec les élites intellectuelles et économiques indépendantes du PC que les réformes ont secrétées. Cependant il s'est affaibli. Bien que ses effectifs continuent de croître, ses principes politiques d'action et sa structure se sont largement relâchés. A l'image de la société qu'il dirige, il est miné par la corruption et la tentation de l'enrichissement facile. L'on est donc en droit de se demander si le PC chinois n'est pas devenu un « parti bourgeois ».

1. Cf. agence Xinhua, en chinois, 17 octobre 1996 (WNC-FBIS-CHI 96-203)